



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

FORUM DES PARLEMENTAIRES D'AFRIQUE DE L'OUEST 2023 : RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LE PARLEMENT ET LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

NOTE D'INFORMATION

QUOI : Le CESA organisera un programme académique pour les parlementaires d'Afrique de l'Ouest, leur personnel et certains responsables de la défense et de la sécurité afin d'analyser les tendances actuelles, les défis et les innovations dans le travail des législatures pour encourager le contrôle démocratique et civil du secteur de la sécurité. On discutera des rôles des parlementaires et des responsables de la défense et de la sécurité dans les processus de contrôle, de responsabilité et de sensibilisation.

OÙ : Accra, Ghana

QUAND : 27 février – 3 mars 2023

QUI : Le programme s'adressera à 60 participants, dont 40 parlementaires et membres du personnel, ainsi que 20 hauts fonctionnaires du secteur de la sécurité chargés de maintenir les relations avec le parlement. Les pays suivants seront invités : Bénin, Gambie, Ghana, Côte d'Ivoire, Liberia, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Les autres invités comprendront des fonctionnaires de la Commission de la CEDEAO, du Parlement de la CEDEAO, du Réseau des femmes parlementaires de la CEDEAO, du Parlement panafricain, du Réseau parlementaire de la Banque mondiale/FMI, du Réseau des parlementaires africains contre la corruption, du Réseau africain du secteur de la sécurité, du J5 d'AFRICOM, du Département d'État/DRL et de l'USAID. Pour garantir un apprentissage complet par les pairs, les candidats doivent inclure des femmes et des hommes, ainsi que des partis en place et d'opposition. Pour garantir la réalisation des objectifs du programme, la délégation de chaque pays doit comprendre des responsables parlementaires et des responsables de la sécurité/défense.

POURQUOI : Si les parlements sont essentiels à la mise en place d'un système sain de contrôles et d'équilibres qui facilite le contrôle du secteur de la défense et de la sécurité, leur travail est également difficile dans les systèmes fortement présidentiels de nombreux pays africains. Les législateurs ont le potentiel pour jouer des rôles essentiels dans la gouvernance du secteur de la sécurité : superviser les budgets et les dépenses de sécurité, aider à améliorer la transparence et la responsabilité des forces de sécurité, et mener des actions de sensibilisation des électeurs pour créer des politiques de

sécurité centrées sur les personnes qui reflètent les intérêts des citoyens et l'expertise de la société civile. Les parlementaires africains ont besoin de connaissances, d'informations et de relations de travail dynamiques avec les responsables de la défense et de la sécurité pour exceller dans ces rôles. Souvent, cependant, ni les parlementaires ni les responsables de la défense et de la sécurité chargés de l'engagement législatif ne sont aussi étroitement reliés en réseau ou informés mutuellement qu'ils pourraient l'être. Cela entrave leur capacité à capitaliser sur des intérêts communs en utilisant le processus de gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité pour construire une légitimité auprès des citoyens. Le forum de cette année catalysera l'apprentissage par les pairs sur la manière de renforcer les relations entre les parlements et le secteur de la défense et de la sécurité.

COMMENT : Le forum favorisera l'analyse pratique des rôles que les parlementaires et les responsables de la défense et de la sécurité jouent dans les processus de contrôle, de responsabilité et de sensibilisation qui sont des éléments essentiels de l'implication législative dans la gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité. Les participants au forum analyseront les approches conceptuelles, les outils pratiques et les enseignements comparatifs tirés de la région sur la façon dont ils peuvent créer un espace pour l'exercice des 3A (capacité, autorité et attitude) dans leur travail de surveillance, de responsabilité et de sensibilisation, à la fois de concert et en tension avec leurs homologues.

Le forum se déroulera en personne pendant cinq jours et comprendra des séances plénières, des groupes de discussion et une visite de site. Les innovations, les bonnes pratiques et les leçons seront également générées par une série de consultations spécifiques à chaque pays entre les responsables parlementaires et les responsables de la sécurité, et les conclusions seront présentées dans un dossier comparatif. Le programme se déroulera en anglais et en français selon une politique stricte de non-attribution.

LES OBJECTIFS DU PROGRAMME :

1. Approfondir la compréhension des rôles des parlements dans la mise en place de contrôles et d'équilibres pour la gouvernance démocratique et civile du secteur de la sécurité et contextualiser ces rôles par rapport à ceux que les responsables du secteur de la sécurité jouent vis-à-vis des parlements dans la région.
2. Analyser comment les parlementaires et leur personnel, ainsi que les responsables de la défense et de la sécurité, peuvent tirer parti des synergies et surmonter les tensions dans leur travail, notamment sur des questions telles que le professionnalisme et l'éthique, les budgets et la stratégie, et l'établissement de relations communautaires.
3. Développer la compréhension des outils, des techniques et des pratiques que les parlementaires africains et les responsables de la sécurité peuvent utiliser – à la fois de concert et en tension – pour améliorer la sécurité des citoyens grâce aux 3A (capacité, autorité et attitude).